

nous avons un Règlement et nous devrions essayer de le respecter.

M. Waddell: Monsieur le président, permettez-moi de vous dire de quelle façon cette question est pertinente. Je vais vous le démontrer ainsi qu'aux Canadiens. En 1971, le ministre de l'Énergie de l'époque disait que nous avions amplement de pétrole. Sa déclaration se fondait sur les prévisions de l'industrie. Mais deux ans plus tard, il a dit que nous n'avions du pétrole que pour 18 ans. A ce moment-là, nous avions bradé la plus grande partie de notre pétrole. Maintenant le gouvernement nous dit que nous avons amplement de gaz, et nous sommes en train de tout le brader. Dans ce bill, le gouvernement instaure un programme qui permettra de verser \$800 aux gens—ce qui n'est pas une mauvaise idée—pour remplacer le pétrole par le gaz.

M. Blenkarn: Où est-il question de cela dans le bill?

M. Waddell: C'est dans la partie où se trouvent les articles relatifs à la conversion.

M. Blenkarn: Quels articles?

M. Waddell: Si le député voulait bien lire les différents articles du bill . . .

M. Blenkarn: Je l'ai lu très attentivement.

M. Waddell: Le gouvernement dit qu'il veut payer les gens pour se chauffer au gaz. Je dis que nous sommes mieux d'avoir du gaz à bon marché là-bas pour qu'une fois que les gens auront modifié leur appareil de chauffage, ils puissent s'en servir. Cela me semble tout à fait raisonnable. Le gouvernement prétend également que nous devrions aider les gens à isoler leurs maisons.

Le gouvernement nous dit qu'il poursuit son programme d'isolation thermique des résidences du Canada et ses autres programmes. S'il voulait vraiment régler ce problème, il ne commencerait pas par dire aux gens: «Nous allons vous verser une subvention d'au plus \$800». Il s'adresserait aux autorités provinciales et dirait à des sociétés comme l'Hydro-Québec de communiquer avec les gens pour leur dire comment convertir leur système de chauffage. Ces gens-là n'auraient rien à payer sur-le-champ. Ils paieraient un petit montant par-ci par-là pendant un certain temps. Voilà ce que M. Bérubé, le ministre québécois de l'Énergie, leur a dit. Voilà ce qu'il veut faire et je trouve que c'est très raisonnable. Il veut mettre le programme en œuvre de façon que ceux qui touchent un revenu moyen ou faible n'aient rien à déboursier. Un spécialiste de l'Hydro-Québec pourrait se rendre chez eux pour examiner leur maison et leur fournir des renseignements sur la façon de convertir leur système de chauffage. Ils ne se feraient pas exploiter. Ils pourraient faire effectuer la conversion et payer régulièrement un certain montant en même temps que leur note d'électricité. Mais les députés ministériels en général, et ceux du Québec en particulier, préfèrent verser l'argent directement aux gens parce que le gouvernement estime le procédé plus rentable du point de vue politique. Ce qui signifie que la conversion ne se fera pas suivant la meilleure méthode.

Si le gouvernement tient réellement à appliquer un programme de conversion énergétique, pourquoi ne désigne-t-il pas des secteurs entiers d'une ville ou même toute la ville de Toronto, par exemple, pour y opérer cette conversion? Soyons sérieux quand nous parlons de conservation de l'énergie. Désignons toute une région et isolons-y chaque maison. J'ai parlé à

Impôt sur le revenu—Loi

un menuisier en fin de semaine. Selon lui, le programme du gouvernement actuel est une énorme blague. Les nouvelles maisons que l'on construit actuellement ne pourraient résister à un ouragan tellement elles sont mal construites. Nous devrions apporter des modifications vraiment rigoureuses aux codes du bâtiment. Nous devons faire en sorte que chaque maison construite maintenant au Canada le soit de manière à économiser le maximum d'énergie. Le programme actuellement appliqué contribue bien peu à atteindre cet objectif. C'est vraiment bien peu de chose.

Les dépenses de forage sont difficiles à expliquer quand on considère le bill. On y trouve des tas d'articles relatifs aux déductions d'impôt. Il faut un avocat très versé en la matière pour les expliquer aux gens. Les Canadiens devraient cependant garder le fait suivant à l'esprit: pour chaque dollar investi dans les activités de forage dans le Nord, le gouvernement actuel a donné 93c. Le gouvernement va accorder des subventions aux compagnies canadiennes. J'ai démontré dans mes interventions à la Chambre que la société Imperial Oil peut pratiquement se donner pour société canadienne bien que propriété à 70 p. 100 de capitaux étrangers, pourvu qu'elles fasse partie d'un consortium aux côtés de Petro-Canada. Si une société contrôle 70 p. 100 du consortium, elle est considérée comme étant canadienne. C'est là une supercherie comme une grande partie du programme énergétique national. C'est un artifice rhétorique et c'est une imposture.

Quand les Canadiens voient que le gouvernement canadien paie 93 cents par dollar, alors que les investisseurs n'en paient que 7, ils se posent des questions. Pourquoi ne payons-nous pas les 7 cents supplémentaires et ne prenons-nous pas le contrôle des forages? J'ignore comment le gouvernement va s'y prendre. Je pose cette question au ministre: comment le ministre propose-t-il d'aider au forage dans le Nord quand l'industrie est en grève? J'ai des citations d'un certain nombre de sources qui disent ceci: «Nous n'irons pas forer dans le Nord si vous ne changez pas les dispositions du programme énergétique national». Les dispositions de ce bill accorde aux sociétés les traditionnelles déductions pour épuisement.

• (2050)

Comment expliquer à mes commettants qu'une entreprise comme Dome Petroleum, cette grande société canadienne dont le capital n'est canadien qu'à 37 p. 100 seulement parce qu'elle a vendu la majorité de ses actions aux Américains et qui, en dépit des centaines de millions qu'elle a reçus de ce gouvernement que nous avons, ne paie pas d'impôts sur les bénéfices? Allez dire aux électeurs que nous payons en moyenne \$1,500 d'impôts mais que Dome, elle, ne paie rien malgré les millions et les millions de bénéfices qu'elle fait, parce que le nouveau programme du gouvernement lui donne des provisions pour amortissements représentant 93c. par dollar. Voilà la situation créée par le gouvernement. Il donne tout à ces gens pour mousser les forages et pour encourager le secteur privé. Robbie Burns a dit:

Puissions-nous recevoir le don
de nous voir comme les autres nous voient!

Puissent les autres voir le Canada donner tant d'argent! Malgré les 93c. que nous donnons par dollar à l'industrie, elle fait grève et refuse de construire.

Avant de céder la parole je veux demander au ministre des Finances ce qu'il entend faire si, malgré les généreuses déduc-